Heurs et malheurs du mouvement étudiant chinois en France

Les centaines de milliers de Pékinois qui ont paralysé la capitale chinoise pendant plusieurs semaines, en mai et juin derniers, avant d'être impitoyablement réprimés par les chars de l'armée, ont bénéficié d'un mouvement de soutien considérable de toutes les communautés chinoises disséminées de par le monde. Cette solidarité a été volontaire, rapide et efficace.

On comprend aisément que la population de Hong Kong, inquiète pour son avenir (Hong Kong ne dépendra plus de la tutelle de la Grande-Bretagne, mais sera rattachée à la Chine, dès 1997), ait appuyé sans équivoque les revendications des étudiants du continent en faveur des libertés démocratiques et du respect des droits de l'homme. L'ampleur des manifestations dans la colonie britannique, qui ont rassemblé, à plusieurs reprises, près d'un million de personnes (un sixième de la population), a néanmoins pris de court tous les observateurs. De mémoire de Chinois, on n'avait jamais vu autant de monde dans les rues de Hong Kong.

L'aide des Chinois d'outre-mer [<i<Huaqiao] d'Amérique et d'Europe a encore davantage surpris. Beaucoup d'entre eux, en effet, n'ont jamais vécu en Chine et ne gardent que des rapports ténus avec quelques parents lointains. Mais, par-delà les réseaux de relations familiales, quand il en subsiste encore, un sentiment nationaliste a joué, comme au plus fort des mouvements insurrectionnels du passé. Le concours qu'ils ont apporté à la cause étudiante a été surtout d'ordre pécuniaire: les sociétés, banques et commerçants des chinatowns de New York, San Francisco, Londres et Paris ont ouvert leurs tiroirs-caisses pour encourager d'abord la

résistance des jeunes et éviter que la Chine ne se claquemure à nouveau pour longtemps, ensuite pour venir en aide aux victimes de la répression.

Mais le soutien le plus direct et le plus actif aux contestataires de la place Tian'anmen est incontestablement venu des dizaines de milliers d'étudiants qui se trouvent surtout aux États-Unis (où ils sont près de quarante mille), mais aussi en Europe, au Japon, en Australie, depuis le début des années 80. Partout, ils ont manifesté pour s'associer à la contestation et exiger la démission de Deng Xiaoping, qui avait pourtant, ironie de l'Histoire, voulu et encouragé la politique de réforme qui leur a permis d'aller étudier à l'étranger. Cela ne saurait surprendre car le mouvement d'avril-juin 1989 a bien été un mouvement essentiellement étudiant.

Qui sont donc ces étudiants, à Pékin comme à New York ou à Paris, qui ont enfin réussi à ébranler fortement la confiance que pouvaient avoir les populations citadines dans leur régime? On a souvent parlé, à leur sujet, de «bof-génération»; on les disait apolitiques, nihilistes de surcroît, uniquement préoccupés de leur propre destin. Mais voilà, les perspectives d'avenir s'annonçant sans doute de plus en plus sombres, ils ont protesté en masse, pour la seconde fois depuis 1986, sans programme précis (dont ils ne veulent surtout pas), en se contentant de dénoncer la corruption et de réclamer simplement pour la Chine science et démocratie, comme l'avaient fait soixante-dix ans auparavant les manifestants de l'insurrection du 4 mai 1919.

Ces étudiants sont très différents, à n'en pas douter, de la génération qui avait animé le premier Printemps de Pékin de 1979 dont les leaders, Wei Jingsheng, Wang Xizhe, Xu Wenli, Liu Qing, qui croupissent toujours en prison, étaient plutôt enclins à produire patiemment de longues analyses sur la nature du système socialiste avant de revendiquer les libertés

démocratiques [1]Sur le premier Printemps de Pékin de 1979, cf. V. Sidane, *le Printemps de Pékin*, Gallimard (Archives), 1980; Huang S., A. Pino, L. Epstein, *Un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin</i<, Christian Bourgois, 1980; V. Sidane et W. Zafanolli, Deux procès politiques à Pékin, François Maspero, 1981; Liu Qing, J'accuse devant le tribunal de la société, Robert Laffont, 1982.*. Ils y font d'ailleurs rarement référence et, à quelques exceptions près, ils n'ont pas demandé franchement la libération de leurs aînés [2]Cf. l'interview dans *le Monde* du 25 mai 1989 des trois leaders étudiants parisiens.. Des motifs uniquement tactiques ne sauraient rendre compte d'un tel désintérêt pour le moins curieux. La thèse de la propagande officielle (dans un rapport interne de la municipalité de Pékin) qui veut que le «complot contre le Parti» ait été notamment suscité par Ren Wanding, un des rares leaders de l'opposition démocratique de 1979 qui avait été libéré il y a quelques années avant d'être à nouveau incarcéré en juin dernier, est grotesque. La filiation entre les deux mouvements est certaine, mais l'influence du premier sur le second, indirecte, n'a sans doute pas été déterminante.

Les animateurs du premier Printemps de Pékin de 1979 avaient alors une trentaine d'années: Wei Jingsheng est né en 1950, Ren Wanding en 1944, Liu Qing en 1947. Enfants de cadres du Parti, ils avaient été envoyés dans les campagnes pour se faire «rééduquer» pendant la Révolution culturelle; ils y avaient été frappés par la misère paysanne et avaient perdu toute illusion sur les bienfaits du régime. De retour dans les villes, à la fin de l'ère maoïste, ils étaient allés grossir les rangs de la classe ouvrière et étaient rapidement entrés en conflit avec le Pouvoir.

Les promoteurs du mouvement de mai-juin 1989 ont une vingtaine d'années et n'ont pas connu les luttes politiques de la Révolution culturelle. Beaucoup d'entre eux n'étaient même pas nés en 1966 quand elle fut déclenchée. C'est le cas notamment des leaders pékinois les plus connus: Wu'er Kaixi, 21 ans;

Wang Dan, 20 ans; Jia Guangxi, 18 ans; Xu Zhuliang, 22 ans; Wang Zheng, 21 ans; etc. Ils sont étudiants et appartiennent donc à une catégorie privilégiée. Ils viennent de milieux d'intellectuels qui valorisent, auprès de leurs enfants, les études supérieures, ou de cadres de l'administration d'État ou du Parti.

D'aucuns les appellent les «yuppies chinois» [3]Cf. l'article de J.Israël, sinologue à l'Université de Virginie, dans *Newsweek*, 29 mai 1989.. Le terme est impropre. Ils ne sont pas encore engagés dans la vie professionnelle et leur avenir est surtout terne. Certes, ils ne seront ni ouvriers ni paysans, mais la majorité d'entre eux, y compris ceux qui mènent leurs études à l'étranger, finiront fonctionnaires et seront en butte à une bureaucratie pesante et stérile qui freine toute initiative. D'où leur nouvelle mobilisation, après la répétition générale de l'hiver 1986-1987, contre la corruption rampante qui gangrène toute la société et pour les libertés démocratiques fondamentales.

Les manifestations d'aujourd'hui sont en effet dans la droite ligne de celles de 1986 que le Pouvoir avait sanctionnées en destituant Hu Yaobang de son poste de secrétaire général du Parti communiste, en excluant Fang Lizhi (le Sakharov chinois) et l'écrivain Liu Binyan du Parti et en mutant les meneurs en usine et dans l'armée, notamment dans ce fameux 38e régiment basé à Baoding dont on dit qu'il aurait refusé de mater à Pékin la révolte étudiante. Le mouvement a d'ailleurs débuté par un hommage rendu à Hu Yaobang, décédé en avril, qui aurait plus ou moins protégé l'agitation de 1986 [4]Sur le mouvement étudiant de l'hiver 1986-1987, cf. J.-C. Tournebise et L MacDonald, *le Dragon et la souris*, Christian Bourgois, 1987..

Mais les étudiants de Pékin, en 1989, ont tiré les enseignements de l'échec de décembre 1986-janvier 1987. Sous une allure plaisamment anarchique et débonnaire, le mouvement, du moins à ses débuts, a été parfaitement organisé et pensé

stratégiquement pour pouvoir recueillir l'assentiment du plus grand nombre et donner à tous l'occasion d'exprimer son mécontentement. Seuls des mots d'ordre généraux et mobilisateurs ont d'abord été avancés: élimination de la corruption, libéralisation du régime. L'absence d'une quelconque plateforme politique ou de revendications plus précises a été voulue. Plus tard, après l'instauration de la loi martiale, le 20 mai, les étudiants ajouteront un slogan plus anti gouvernemental, mais qui ne risque toujours pas de déplaire au plus grand nombre: «Li Peng et Deng Xiaoping, démission!».

À Paris, les étudiants chinois qui soutiennent la révolte de leurs camarades de Pékin veillent aussi scrupuleusement à répercuter fidèlement les seules demandes qui sont faites à Tian'anmen. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la très prudente Union des Étudiants Chinois en France (UECF), liée à l'ambassade de Chine à Paris et qui a son local au sein même du centre culturel qui dépend de l'Ambassade, ait décidé, au début, de canaliser le mouvement proprement parisien. Elle organise alors plusieurs séances de discussion et, sous la pression de contestataires plus virulents et sous la houlette de son secrétaire général, Ji Ning, elle appelle finalement au grand rassemblement de tous les Chinois, au Trocadéro, le 21 mai 1989 [5]Ils seront ainsi plus d'un millier, sur un total de près de trois mille étudiants chinois dispersés dans trente villes de France, à défiler du Trocadéro à l'ambassade de Chine. Cinq d'entre eux y seront reçus à l'issue du défilé.. Elle envoie le même jour une «Déclaration» au Comité central du Parti communiste chinois et à l'Assemblée nationale populaire, dans laquelle: 1) elle proteste contre l'instauration de la loi martiale à Pékin et réclame sa levée immédiate; 2) elle demande la démission immédiate de Li Peng de son poste de Premier ministre et celle de Deng Xiaoping de toutes ses fonctions officielles; 3) elle appelle l'Assemblée nationale populaire à former un nouveau gouvernement. Trois jours plus tard, le 24 mai, l'UECF rejoint les personnalités

intellectuelles et les sinologues qui manifestent devant l'ambassade de Chine, à Paris.

Le massacre perpétré dans la nuit du 3 au 4 juin sur la place Tian'anmen va encore radicaliser l'UECF qui participe à un nouveau défilé, le 4 juin, toujours au Trocadéro, puis qui s'associe à l'imposant cortège qu'organisent plusieurs partis de gauche et syndicats français, le 7 juin, de l'Opéra à l'Ambassade de Chine. Auparavant, le 6 juin, elle rend public un nouveau communiqué, très ferme, qui dénonce «les crimes de la clique fasciste de Deng Xiaoping, Yang Shangkun [le Président de la République) et Li Peng contre le peuple chinois», qui appelle toute la population chinoise à «renverser la domination de cette clique fasciste», qui exhorte «les officiers et soldats de l'armée chinoise qui n'ont pas encore perdu leur bon sens ... à tirer sur la poignée de dictateurs», etc.

Ce manifeste peu indulgent à l'égard des nouveaux despotes ne satisfera pas pour autant ceux qui se sentent de plus en plus mal à l'aise au sein de l'UECF, qui n'a toujours pas rompu avec les bureaucrates en poste à l'ambassade de Paris et dont le siège reste situé dans les locaux du service culturel de ladite ambassade. Dès le lendemain du massacre, les étudiants radicaux créent une nouvelle organisation, la «Coordination pour la démocratie en Chine» (CDC). Ses principaux animateurs sont Jin Yizhong et Chen Liming, que les médias français ont abondamment interviewés au plus fort des événements, Li Zhongxun, etc. Quelques jours plus tard, des éléments plus modérés se rassemblent au sein de l'«Association pour les victimes de la répression en Chine» (AVRC). Celle-ci regroupera notamment l'écrivain Ya Ding, Chen Lichuan, Wei Huanzhong, etc.

Les rapports entre ces groupuscules (ils comptent chacun, au maximum, une dizaine de militants actifs) sont loin d'être idylliques. Les divergences proprement idéologiques sont insignifiantes, d'autant plus qu'aucun de ces organismes ne

met vraiment l'accent sur la réflexion et l'analyse politiques que peut inspirer l'évolution tragique de la situation en Chine même. Mais les conceptions organisationnelles et les sensibilités des uns et des autres apparaissent vite inconciliables. Leurs activités vont donc se diversifier, en s'intégrant notamment dans des initiatives proposées par plusieurs associations françaises qui ont aussi vu le jour aux lendemains du massacre du 4 juin. Parfois, cependant, lors de grandes occasions, une unité, éphémère, se réalise.

Au cours de l'été, des restructurations interviennent et de nombreuses actions d'envergure sont entreprises, permettant ainsi de continuer à mobiliser efficacement l'opinion française sur les problèmes chinois.

Le 12 juin, I'UECF, en liaison avec le groupe français AD 89, met en vente le fameux badge blanc sur fond rouge, représentant la statue de la démocratie qui avait été érigée sur la place Tian'anmen le 29 mai. C'est là la dernière intervention de l'Union officielle des étudiants chinois de France; celle-ci va désormais éviter de s'opposer à la normalisation en cours à Pékin. Le 24 juin, la CDC appelle à un rassemblement à la Bastille, suivi d'un défilé. Le comité français Tian'anmen-Chine, la LICRA, SOS-Racisme et l'UNEF-ID s'associent à la manifestation. Le 28 juin, les deux organisations étudiantes AVRC et CDC sont présentes au concert de soutien à la population chinoise, organisé au Zénith, sous l'égide de France-Liberté, par le groupe français Solidarité-Chine.

Quelques jours auparavant, le 20 juin, la CDC était intervenue auprès du comité d'intellectuels français Paris-Pékin (à l'origine du rassemblement du 24 mai devant l'ambassade de Chine) pour demander la création, à Paris, d'une Maison chinoise de la démocratie où pourraient se réunir les étudiants chinois militant pour que «la pensée libre qui, depuis quarante ans, est étouffée en Chine, puisse s'exprimer efficacement». Pierre Bergé, PDG d'Yves Saint-Laurent, répond

favorablement à la demande et met à leur disposition un local commercial désaffecté, situé 21, rue de Tournon.

La Maison chinoise de la démocratie est ouverte en grande pompe le 12 juillet à 17 heures en présence de hiérarques aussi bien de la majorité que de l'opposition: L. Jospin, J. Lang, C. Evin, Mme Fabius-Castro, J. Chirac, J. Toubon, S. Weill, G. Longuet, C. Malhuret, etc. Les leaders les plus en vue du mouvement démocratique récemment réfugiés en France sont aussi de la cérémonie: Wu'er Kaixi, Yan Jiaqi, Li Lu.

Le même jour, quelques heures plus tôt, est inaugurée à La Villette, une copie conforme de la statue de la démocratie que les chars de l'armée chinoise ont détruite le 5 juin sur la place Tian'anmen. Cette initiative a été également prise par la CDC, en liaison avec le comité français Tian'anmen-Liberté. J. Lang, Wu'er Kaixi, Yan Jiaqi, Li Lu, assistent à l'inauguration.

Le 14 juillet, les deux associations étudiantes chinoises CDC et AVRC participent de manière unitaire au défilé du 14 juillet de Goude. L'UECF, pressentie, refuse d'apporter son concours. L'opération est réussie: les étudiants, graves et solennels, créent une forte impression auprès de la foule présente et des téléspectateurs qui suivent les festivités en direct. Le 18 juillet, la Maison chinoise de la démocratie (MCD), qui s'est déjà dotée d'un conseil d'administration français, présidé par P. Bergé et composé de personnalités intellectuelles (G.-M. Benamou, C. et J. Broyelle, C. Girard, A. Glucksmann, M. Halter, G. Hertzog, B.-H. Lévy, Y. Montand, J.-F. Revel, P. Sollers, O. Todd, etc.) forme un conseil de direction de quinze personnes, animé exclusivement par les étudiants chinois. Toutes les tendances y sont représentées puisque ce nouveau conseil comprend des étudiants de la CDC, de l'AVRC et des étudiants indépendants de toute organisation qui étaient auparavant dans l'UECF. La CDC, toutefois, garde le contrôle du conseil.

Pendant les mois de juillet à septembre, la MDC déborde d'activités. Elle devient effectivement un lieu de rencontres de tous les étudiants chinois en France. Elle gère efficacement l'aide pour ceux qui sont à la recherche de logements et de travail, organise des forums de discussions avec les leaders du mouvement de Tian'anmen de passage à Paris ou autour de bandes vidéo sur la répression en Chine, des expositions de photos dans les locaux de la Maison ou devant la mairie du XVIe arrondissement (le 12 septembre), etc.

Les deux associations qui composent la Maison chinoise de la démocratie (CDC et AVRC) arrangent aussi, en liaison avec la Fédération pour la démocratie en Chine, l'importante commémoration des cent jours du massacre du 4 juin, qui se déroule sur l'esplanade des Droits-de-l'homme, place du Trocadéro. Enfin, la CDC et l'AVRC participent activement au congrès de la FDC qui se tient du 22 au 24 septembre à la Sorbonne et à Evry. Li Zhongxun, nouveau président de la CDC depuis quelques jours, est élu membre du conseil d'administration de la FDC, où il représente les étudiants chinois en France. Chen Lichuan, de l'AVRC, est également recruté comme assistant administratif par le secrétariat de la FDC. Toutefois, la CDC et surtout l'AVRC interviennent dorénavant séparément, en dehors du cadre de la MDC.

En effet, le dynamisme débridé des animateurs de la MDC cache un certain malaise. La Maison, qui se devait d'être dirigée par un collectif d'étudiants appartenant à différents courants du mouvement démocratique, est gouvernée en fait de manière sectaire par une équipe des plus réduites issue de la CDC à laquelle se sont jointes des personnes douteuses qui n'ont rien à voir avec le mouvement étudiant en France et qui n'ont de cesse de ficher systématiquement tous les Chinois qui passent par là. Elle est, de plus, passablement manipulée par des groupes-français d'extrême-droite (Institut Schiller) et d'extrême gauche (MPTT) et elle sert d'exutoire par où s'épanche l'agitation qu'ils entretiennent en permanence.

Cette situation ne tarde pas à inquiéter le conseil d'administration français qui exige du conseil de direction chinois statutairement mis en place le 18 juillet qu'il se réunisse au complet pour expulser les activistes français et chinois de tous bords qui infiltrent la MDC et pour nommer un président qui devra former un bureau bipartite CDC-AVRC composé exclusivement d'étudiants chinois en France. La réunion de réorganisation a lieu le 30 septembre: Wei Huanzhong, de l'AVRC, est élu président et établit un comité permanent de six personnes dont trois appartiennent à la CDC et trois à l'AVRC. Le Conseil décide en outre de coopérer étroitement avec la FDC et d'organiser des conférences-débats mensuelles susceptibles de mobiliser à nouveau la communauté étudiante chinoise en France, qui a quelque peu déserté la MDC au mois de septembre. La première de ces conférences, centrée sur la célèbre série télévisée «Élégie au Fleuve», a lieu le 21 octobre, en présence de Su Xiaokang, réalisateur de l'émission.

Le bilan des activités du mouvement étudiant chinois en France, de juin à octobre 1989, reste relativement impressionnant. Nul doute que ses animateurs ont su remarquablement profiter des différentes occasions qui se sont offertes au fur et à mesure du développement des événements. Ils ont fait preuve d'une parfaite tactique et d'une bonne maîtrise des médias, ce qui leur a permis de sensibiliser les personnalités politiques et intellectuelles et l'opinion françaises. Les nombreuses activités qu'ils ont montées avec un sens réel de l'organisation ont pu pallier un moment la désunion des divers groupes qui les ont initiées. Mais ces étonnantes aptitudes pragmatiques – qui s'apparentent incontestablement aux dispositions qu'ont montrées les leaders du mouvement à Tian'anmen – n'ont pas été relayées par une réflexion politique.

À Paris, comme à Pékin, le mouvement proprement étudiant n'a produit aucun texte tant soit peu théorique sur les

événements. D'aucuns pensent que cette absence délibérée d'analyse et de programme a favorisé la mobilisation. Sans doute. Les seuls projets politiques austères et boursouflés qui avaient fleuri lors du premier Printemps de Pékin de 1979 avaient peut-être découragé beaucoup de sympathisants éventuels. Rien de tel, cette fois-ci, ce qui peut expliquer la force du mouvement de 1989.

Mais cette confiance excessive dans l'action et surtout dans les seules opérations grandement médiatisées, assortie de l'impuissance à élaborer des documents de réflexion, pourrait maintenant handicaper le mouvement. Il est temps désormais que les associations étudiantes chinoises en France cessent de se restructurer périodiquement et qu'elles soient moins tributaires, dans leurs réactions, des effets publicitaires qui restent, quels qu'ils soient, toujours éphémères. Ses responsables l'ont maintenant compris et ils souhaitent consacrer dorénavant leurs efforts à fonder enfin une publication régulière qui sera mieux à même de maintenir et de développer l'important soutien dont le mouvement étudiant chinois en France a bénéficié jusqu'à présent.

Alain Peyraube